Nouvelle campagne du Réseau « Sortir du nucléaire »

Dossier de presse

http://groupes.sortirdunucleaire.org/Tous-concernes

Nucléaire : de la mine aux déchets, tous concernés !

Début mars, nous commémorions les deux ans de l'accident de Fukushima ; fin avril, nous nous rappellerons le triste anniversaire de Tchernobyl. Ces deux catastrophes ont provoqué la contamination de régions entières par des poisons radioactifs pour des siècles. Mais l'ampleur de ces désastres ne doit pas faire oublier les pollutions moins connues mais bien réelles générées par l'industrie nucléaire dans son fonctionnement « régulier »…

En effet, derrière l'image d'Épinal d'un cycle nucléaire « vertueux », du recyclage des déchets et d'installations bien contrôlées, se cache une réalité peu avenante. Extraction de l'uranium, fabrication du combustible nucléaire, utilisation dans les réacteurs, « retraitement » des déchets, projets d'enfouissement : toutes ces étapes s'accompagnent de pollutions radioactives importantes, exposent les populations à des risques constants, occasionnent d'innombrables transports de matières dangereuses et produisent des déchets ingérables, qui resteront nocifs pendant des milliers d'années… et génèrent également des matériaux qui pourront être détournés pour un usage militaire.

Et que dire des atteintes aux droits humains provoquées par l'implantation de mines d'uranium sur les territoires de peuples autochtones, qui mène à la dévastation de leurs terres ancestrales ? Des problèmes éthiques posés par l'enfouissement des déchets, héritage empoisonné laissé aux générations futures ?

Pour rappeler que le nucléaire n'a pas besoin d'accident pour empoisonner nos vies, **ce 26 avril, jour anniversaire de la catastrophe de Tchernobyl, le Réseau « Sortir du nucléaire » lance une nouvelle campagne nationale intitulée « Nucléaire : de la mine aux déchets, tous concernés ! ».** Celle-ci aura pour vocation d'éclairer tous ces aspects méconnus de la « chaîne de l'uranium » et de montrer qu'il est grand temps d'en finir avec cette énergie sale, pour ouvrir enfin la voie aux alternatives !

Sommaire

I Petits rappels sur une chaîne du combustible sale et non maîtrisée *4*

- La France se fournit en uranium à l'autre bout de la planète *4*
- Arrivé en France, l'uranium subit de nombreuses transformations *4*
- Même sans accident, l'utilisation dans les réacteurs génère des pollutions *5*
- Les déchets, un héritage impossible à gérer *5*
- Une multitude de transports à hauts risques *6*

II Nouvelle campagne « Nucléaire : de la mine aux déchets, tous concernés ! » *7*

III Carte des installations nucléaires en France *9*

Petits rappels sur une chaîne du combustible nucléaire sale et non maîtrisée

La France, pays le plus nucléarisé au monde, compte 58 réacteurs. Mais derrière les centrales, qui ne sont que la partie émergée de l'iceberg, se cache toute une industrie de l'uranium. Présentée comme un "cycle vertueux" par le lobby de l'atome, cette industrie constitue en réalité une chaîne du combustible sale, polluante et non-maîtrisée de la mine jusqu'aux déchets. Extraction, transformation, enrichissement, combustion, retraitement, utilisation militaire, chaque étape engendre des pollutions radioactives, génère tous les jours des transports dangereux, expose les populations à des risques majeurs et produit des déchets qui resteront radioactifs et nocifs pendant des milliers d'années…

Ces différentes étapes sont notamment récapitulées dans la vidéo visible sur notre site à compter du 25 avril : ***http://sortirdunucleaire.org/tous-concernes***

La France se fournit en uranium à l'autre bout de la planète

La France se fournit en uranium à l'autre bout de la planète, principalement au Niger, au Kazakhstan, au Canada et en Australie. Après avoir été extrait de la roche, l'uranium subit ses premières transformations pour devenir une pâte jaune : le yellow cake. Il est ensuite acheminé en France, par bateau jusqu'aux ports de Sète et du Havre et poursuit son long et dangereux périple à travers l'Hexagone.

Fortement consommatrice en eau, l'extraction de l'uranium est aussi très polluante. Les poussières des mines à ciel ouvert se dispersent au gré des vents, contaminant l'air, les sols et les nappes phréatiques. Des tonnes de stériles et résidus radioactifs sont laissées sur place, exposant les populations locales aux radiations. De nombreux mineurs sont atteints de cancers.

Dans de nombreux cas, les pays où se trouvent les mines d'uranium ne retirent que des miettes de la vente des richesses de leur sous-sol et les compagnies minières perpétuent des comportements colonialistes. Par ailleurs, qu'il s'agisse des Touaregs au Niger, des Aborigènes en Australie, des Sioux ou Cree en Amérique du Nord, les mines d'uranium sont souvent implantées sur les territoires de "peuples autochtones" ou de populations marginalisées qui peinent à faire valoir leurs droits à un environnement sain.

Arrivé en France, l'uranium subit de nombreuses transformations

L'uranium naturel n'étant pas suffisamment concentré, il faut l'enrichir pour pouvoir l'utiliser dans les réacteurs. Il subit donc de nombreuses transformations, qui nécessitent de le transporter d'un lieu à l'autre.

Il est tout d'abord envoyé, par train, à **l'usine Comurhex de Malvési**, près de Narbonne (Aude), pour y être "purifié" et transformé en un dérivé fluoré, l'UF4. Ce site, sur lequel sont stockés de nombreux produits radioactifs et chimiques, traite 26 % de la production mondiale d'uranium, ce qui en fait la porte d'entrée du nucléaire français et d'une bonne partie de l'industrie nucléaire mondiale. Près de 60 tonnes d'UF4 en sortent chaque jour.

L'UF4 est ensuite envoyé à **l'usine Comurhex de Pierrelatte, sur le site du Tricastin**, pour subir un processus de « conversion » : il est transformé en hexafluorure d'uranium (UF6), une substance chaude et liquide, qui restera entreposée sur place pendant plusieurs jours pour refroidir et cristalliser. Cette activité n'est pas anodine. De nombreux incidents ont été répertoriés sur ce site et l'Autorité de Sûreté Nucléaire considère ses résultats en matière de sûreté comme insuffisants.

L'UF6 est ensuite envoyé vers les usines d'enrichissement d'uranium. En France, **l'enrichissement est réalisé à l'usine George Besse, elle aussi située sur le site du Tricastin,** par un processus de centrifugation gazeuse.

Cette étape permet de réaliser que la séparation entre nucléaire « civil » et « militaire » est bien mince. En effet, le procédé d'enrichissement est le même que celui qui permet de fabriquer les matériaux pour les bombes : il suffit pour cela de laisser l'uranium plus longtemps dans la centrifugeuse. Par ailleurs, l'enrichissement de l'uranium génère un sous-produit, l'uranium appauvri. Très recherché pour sa dureté et sa densité, il permet de fabriquer des armes dotées d'un fort pouvoir pénétrant et incendiaire qui ont été massivement utilisées dans les conflits des Balkans, en Irak et en Afghanistan. Dans les zones qui ont été le plus frappées, on a constaté une hausse spectaculaire des malformations infantiles et des cancers.

Après enrichissement, la poudre d'uranium est conditionnée sous forme de pastilles qui sont placées dans des tubes, également appelés "crayons", formant les barres de combustible. Cette activité est réalisée **à Romans-sur Isère, à l'usine FBFC**, filiale d'AREVA, premier producteur mondial de combustible pour les réacteurs du même type que ceux utilisés en France. Hautement radioactif, ce combustible est ensuite acheminé vers les 19 centrales nucléaires françaises, le plus souvent par train dans des conteneurs spéciaux appelés CASTOR.

Même sans accident, l'utilisation dans les réacteurs génère des pollutions

Lors de l'utilisation dans les réacteurs, la réaction de fission génère de nouveaux produits radioactifs particulièrement dangereux, qui se retrouveront dans les déchets. Toute la radioactivité ne peut pas être confinée, si bien que les centrales émettent régulièrement des rejets liquides et gazeux dans l'environnement. Une étude allemande et une étude française ont toutes les deux constaté une corrélation entre le fait d'habiter près d'une centrale et l'accroissement du taux de leucémies infantiles.

Les déchets, un héritage impossible à gérer

Le « retraitement », une option inutile, coûteuse et dangereuse

Après utilisation dans les réacteurs, le combustible usé est stocké dans des piscines pour 18 mois, avant d'être envoyé à l'usine Areva de La Hague (Manche), premier opérateur mondial du «traitement » du combustible. Présentée abusivement comme du recyclage par l'industrie, cette opération consiste juste à séparer les différents radio-éléments qui composent le combustible usé : 95 % d'uranium, 1 à 2 % de plutonium et 4 % de produits de fission et actinides mineurs. Ces derniers, qui contiennent plus de 99 % de la radioactivité, sont coulés dans du verre. Les déchets vitrifiés issus des firmes électriques étrangères sont ensuite renvoyés dans leur pays d'origine tandis que les déchets français restent entreposés sur place dans l'attente d'une hypothétique solution.

Le plutonium ainsi obtenu est réutilisé pour la fabrication des bombes nucléaires... et également mélangé avec de l'uranium appauvri pour fabriquer un combustible dénommé MOX. Plus chaud et plus réactif que le combustible classique, le MOX doit être utilisé avec des précautions supplémentaires. Il alimente 20 réacteurs en France.

Le « retraitement » ne permet pas de diminuer la dangerosité des déchets. En revanche, il génère des rejets extrêmement importants de produits chimiques et radioactifs qui se dispersent ensuite dans la Manche. Des traités internationaux ont tenté de les interdire, sans succès.

Véritable bombe à retardement, l'usine de La Hague présente l'une des plus hautes concentrations de matières radioactives du monde. Fin 2010, 9670 tonnes de combustibles usés y étaient stockés, ainsi que plusieurs dizaines de tonnes de plutonium (rappelons que quelques kilos de plutonium suffisent pour fabriquer d'une bombe). Or le site de La Hague a récemment fait l'objet de plusieurs mises en demeure de la part de l'Autorité de Sûreté Nucléaire pour non respect de la réglementation.

Dangereux, inutile, le « retraitement » est également coûteux. En 2000, un rapport rédigé par plusieurs économistes a mis en évidence les surcoûts colossaux qu'il engendre.

Déchets nucléaires : ne pas enfouir, arrêter d'en produire !

Les déchets les plus radioactifs, dont la dangerosité persistera des millions d'années, pourraient d'ici 2025 être envoyés à Bure, dans la Meuse. Ils seraient enfouis à 500m de profondeur dans une installation gigantesque dénommée Cigéo, destinée à accueillir jusqu'à 100 000 m3 de déchets. À partir de 2025, les convois de déchets pourraient se succéder au rythme de plusieurs par semaine pendant cent ans.

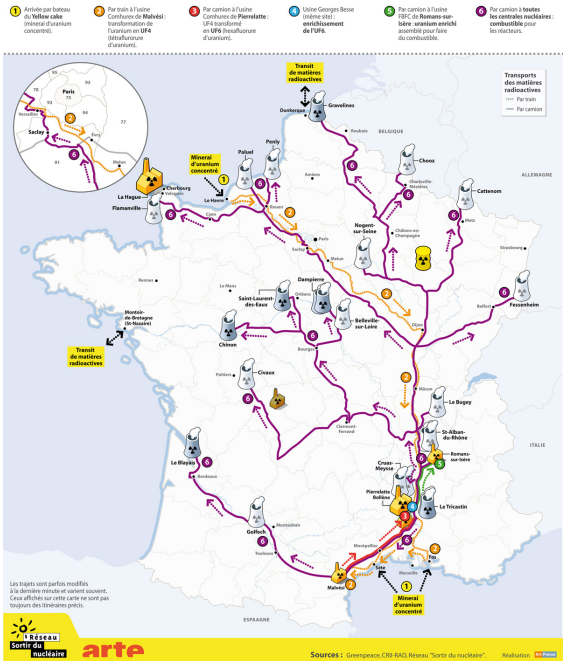
Pour l'Andra (Agence pour la gestion des déchets radioactifs), le projet est sûr. Mais c'est occulter les nombreuses preuves de l'absence de fiabilité géologique du sous-sol et les risques que le site « fuie » un jour, provoquant une remontée de la radioactivité en surface. Il est d'ailleurs avéré que la durée de vie des conteneurs ne dépassera pas quelques siècles.

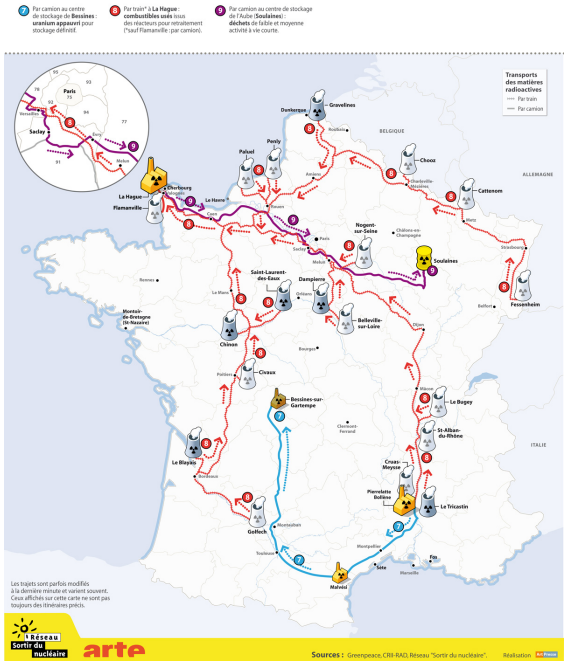
Les communes et départements concernés reçoivent de très généreuses subventions afin qu'elles acceptent l'enfouissement. Mais derrière ces richesses passagères, se cache un véritable cadeau empoisonné pour les générations futures.

Des transports incessants qui multiplient les risques d'accident

Toutes les étapes de la chaîne du combustible génèrent des transports dangereux et incessants. Par bateaux, trains (500 convois par an sur les voies en France !) ou camions, des substances radioactives circulent en permanence dans l'Hexagone, augmentant ainsi les risques d'accident ou de malveillance.

Pour en savoir plus : http://groupes.sortirdunucleaire.org/Transports-nucleaires





Cartes des transports de matières nucléaires (combustible, MOX, déchets, déchets étrangers) réalisées en partenariat avec Arte en 2011, à retrouver sur notre site : http://groupes.sortirdunucleaire.org/Carte-de-France-des-transports-de

Nouvelle campagne
« Nucléaire : de la mine aux déchets, tous concernés ! »

Pourquoi cette campagne ?

Nous souhaitons montrer à travers cette campagne que le nucléaire, même en l'absence d'accident majeur, est dangereux et polluant. Alors que l'industrie du nucléaire propage abusivement l'image d'un « cycle vertueux », nous voulons mettre en évidence toutes ces pollutions mal connues qui adviennent tout au long de la chaîne du combustible nucléaire, ainsi que tous les déchets produits.

Notre but est également de faire prendre conscience aux citoyens des pollutions et des trafics de matières nucléaires qui se déroulent tout près de chez eux, et de leur permettre d'agir !

Qui organise ?

Lancée par le Réseau « Sortir du nucléaire », cette campagne est amenée à être relayée par les groupes antinucléaires locaux, ainsi que par toute personne de bonne volonté désireuse de diffuser de l'information.
Cette campagne fera possiblement intervenir certains de nos partenaires nationaux, comme le syndicat Sud-Rail, l'association Survie… et également certains partenaires internationaux investis contre les transports de déchets, les mines d'uranium…

Le calendrier des actions

Lancée lors du « Chernobyl-Day » (jours de commémoration de Chernobyl du 25 au 28 avril), cette campagne débute avec plusieurs actions fortes près de différentes installations nucléaires pour « barrer la route à l'uranium », notamment en **dévoilant les trajets empruntés par les convois de matières radioactives.**

Elle se poursuivra ensuite, dans sa première phase, pendant tout le printemps et l'été. Elle fera écho au « débat national sur la transition énergétique », qui occulte singulièrement la question du risque nucléaire, ainsi qu'au débat sur les déchets radioactifs qui va être lancé fin mai.

De nombreuses mobilisations, actions de veille contre les transports de matière nucléaire et conférences-débats sont prévues. En particulier, une **marche dans la vallée du Rhône avec la participation d'Aborigènes australiens aura lieu de fin juin à fin juillet**, avec une conférence de presse de lancement fin juin. Destinée à alerter sur les risques de l'exploitation de l'uranium, la marche fera halte devant de nombreuses installations nucléaires. Afin de dénoncer la pollution occultée de ces mêmes installations, des scandales et **recours juridiques** seront rendus publics tout au long de la marche.

Plus d'informations sur les actions prévues sur le site ***http://sortirdunucleaire.org/tous-concernes***

Les actualités de la campagne seront relayées par un fil d'info et par notre compte twitter @sdnfr, avec le mot clé #nucleairetousconcernes.

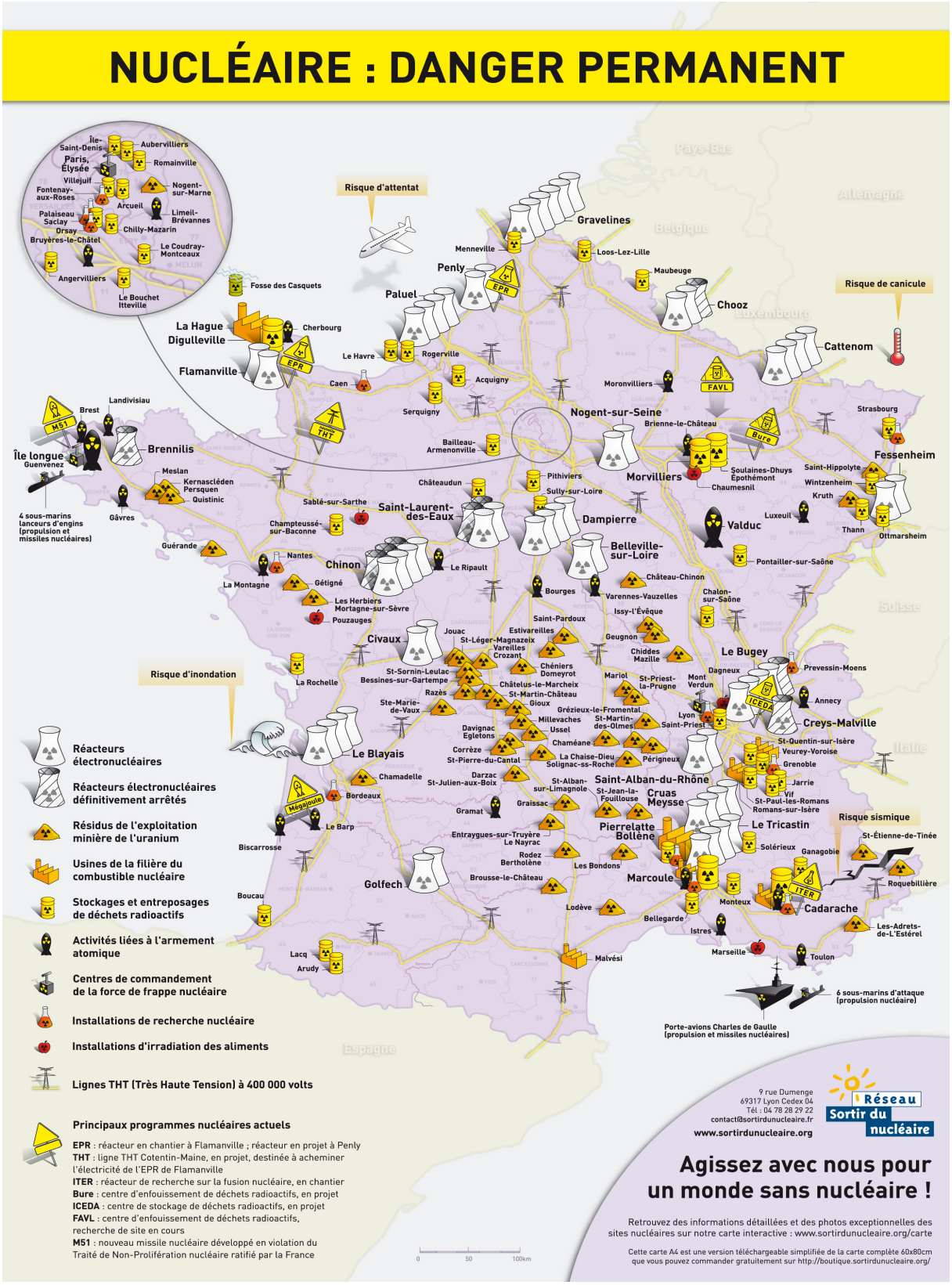
Contacts

Laura Hameaux, chargée de campagne :
laura.hameaux@sortirdunucleaire.fr - 06 85 23 05 11

François Mativet, administrateur référent :
francois.mativet@sortirdunucleaire - 06 03 92 20 13

Charlotte Mijeon, chargée de communication :
charlotte.mijeon@sortirdunucleaire.fr - 06 64 66 01 23

Les installations nucléaires en France



Carte téléchargeable sur notre site : http://www.sortirdunucleaire.org/carte/